

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Oh non, c'est eux plutôt qui nous l'ont enlevé. A propos d'aiguillon, je désire citer un article intitulé *The carrot and the stick* paru dans *The Economist*, de Londres. J'en recommande la lecture à tous ceux qui ne l'ont pas lu, car il semble aller au fond de ces questions. Et le paragraphe que je vais lire comporte au moins cet avantage, qu'il critique tout le monde: le gouvernement, les patrons et les employés. La critique s'adresse à tous sans distinction. Voici:

Mais la tendance de la société anglaise depuis deux générations a consisté à rogner la carotte et le bâton, de sorte qu'il reste actuellement très peu de l'une ou de l'autre.

Les honorables députés comprendront probablement que la carotte représente l'aiguillon qui vient des bénéfiques, de l'argent que chacun gagne et qui tourne à son avantage, tandis que le bâton représente l'aiguillon tel qu'il existe en Russie et qui vient de la crainte du chômage ou de toute autre crainte.

Une VOIX: Qui est le bourriquet dans ce cas?

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): C'est nous. Voici la suite de l'article:

Les fruits du succès ont non seulement diminué, mais ils sont empoisonnés, car, aux yeux d'une partie importante de la société, les succès commerciaux ne sont qu'une disgrâce.

Je citerai maintenant les paroles d'un cultivateur anglais et ce seul fait mérite qu'on m'écoute attentivement. Ses réflexions sur l'industrie sont des plus intéressantes; je me permets donc de citer ses paroles:

De fait, depuis quelques années, on considère familièrement et officiellement comme un vampire celui qui ose risquer des fonds dans une entreprise particulière; c'est un parasite regrettable, mais nécessaire auquel on doit faire le plus de misère possible. En résumé, l'employeur, qui entre dans la catégorie des "patrons", est un être haïssable et méprisable, mais la population applaudit et respecte le réformateur ou tout autre individu chargé d'enquêter sur les méthodes de l'employeur. Cependant, je doute fort qu'il soit très méritoire de passer sa vie à inspecter le travail des autres.

Plus loin:

Mais je signale que, sous le vieux régime, la classe des maîtres, détestée et méprisée, fait les fonds des entreprises productives, à ses propres risques, les établit, les gère, les maintient et s'y intéresse. Le réformateur, en revanche, n'établit aucun commerce, n'en dirige pas et n'y place pas son capital.

M. Churchill a formulé à cet égard une des observations très justes dont il est coutumier. A son avis, il ne faut pas en vouloir à celui qui réalise des bénéfices, mais à celui qui n'encaisse rien, car ses affaires vont à vau-l'eau et il cesse de fournir du travail.

Je poursuis la citation de *The Economist*:

La main-d'œuvre, le capital et l'Etat conspirent en vue de priver les entreprises de leur récompense. L'Etat leur en dérobe une partie sous forme d'impôts élevés. Tout progrès économique tend, par définition, à économiser le travail. Mais les syndicats ouvriers qui ont réussi ne tolèrent que les économiseurs de travail qui ne se traduisent pas effectivement en économie de main-d'œuvre. Le capital organisé ne se montre guère plus favorable. Le mouvement syndicaliste mène une lutte victorieuse en vue d'instituer un code d'étiquette industrielle qui interdit, à titre de concurrence déloyale, tout effort tendant à réduire les frais et les prix au moyen de procédés et de programmes perfectionnés. L'industriel qui découvre une façon de donner un meilleur rendement à meilleur compte, comme il en a le devoir, se voit enlever par l'Etat tout profit pécuniaire et par ses collègues tout avantage social. Au lieu de récolter des éloges, il n'essuie que rebuffades.

J'aimerais vous donner lecture d'une autre citation de *The Economist*:

La Grande-Bretagne est aux prises avec deux grands concurrents dont la ligne de conduite s'inspire de motifs bien évidents, même si leurs méthodes diffèrent. Aux Etats-Unis, on a toujours fait miroiter de belles récompenses aux yeux des ambitieux, et elles ne le sont pas moins aujourd'hui. On a essayé parfois, en Amérique, de ganter de velours la main de fer, mais sans aller très loin. La différence dans le bien-être des ouvriers au travail et en chômage, entre le succès et la faillite, est encore très prononcée, et il est contraire aux lois du pays et de la moralité d'offrir aux incompetents la protection de mesures restrictives (sauf la véritable protection du tarif). L'économie soviétique s'est efforcée au début, de se passer de stimulants ou de sanctions, mais il y a longtemps qu'elle a dû y recourir de nouveau. Il n'y a pas d'endroit au monde actuellement où la prime à la compétence, à l'intelligence, à l'effort ou à l'initiative (dans les limites d'une économie dirigée), est plus élevée qu'en Russie. Et nulle part ailleurs punit-on aussi sévèrement l'incompétence ou la paresse.

Et maintenant, quelques mots de ce qu'on a appelé l'économie dirigée, et de celle qui ne l'est pas. Qu'on me permette de dire tout d'abord qu'il n'existe pas d'économie non dirigée. Toute entreprise commerciale est conçue et dirigée selon un plan. Autrement comment pourrait-elle durer? Mais entre le dirigisme absolu et ce qu'on appelle parfois une économie non dirigée, c'est-à-dire selon moi celle de l'entreprise privée, de la libre entreprise, il y a cette différence que dans un cas c'est une poignée d'hommes, secondés par une armée de fonctionnaires, qui dressent le programme que tous doivent suivre. Je me suis bien gardé, on le notera, d'employer le terme "bureaucrates".

Le très hon. M. ILSLEY: C'est un progrès.

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Ils ont en effet des milliers et des milliers de sous-ordres.